



HAL
open science

Fukushima, l'impossible retour dans les villages de l'ancienne zone d'évacuation : l'exemple d'Iitate

Cécile Asanuma-Brice

► **To cite this version:**

Cécile Asanuma-Brice. Fukushima, l'impossible retour dans les villages de l'ancienne zone d'évacuation : l'exemple d'Iitate. Géoconfluences, 2018. hal-02615070

HAL Id: hal-02615070

<https://hal.science/hal-02615070>

Submitted on 22 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ressources de géographie pour les enseignants



Fukushima, l'impossible retour dans les villages de l'ancienne zone d'évacuation : l'exemple d'Iitate

Publié le 04/10/2018

Auteur(s) : [Cécile Asanuma-Brice](#), chercheuse - CNRS

La commune d'Iitate, dans le département de Fukushima, a été durement frappée par les retombées radioactives de la catastrophe de mars 2011. Désertée par les habitants après l'ordre d'évacuation, elle porte les séquelles de l'accident et de plusieurs années d'abandon. Alors que les autorités incitent au retour et abolissent les aides aux réfugiés, les anciens habitants redoutent de regagner un environnement où la radioactivité reste supérieure aux normes internationales.

SOMMAIRE

1. Le village d'Iitate : entre océan et montagne
2. La décontamination a-t-elle fonctionné ?
3. Le village d'Iitate, un retour impossible ?
4. Quelles sont les revendications des habitants ?

[Bibliographie](#) | [citer cet article](#)

De la même auteure, lire aussi sur Géoconfluences : [Cécile Asanuma-Brice](#), « [Les migrants du nucléaire](#) », octobre 2017.

Le désastre du Tohoku qui s'est accompagné d'une catastrophe industrielle sans précédent avec l'explosion de la centrale de Fukushima Dai Ichi le 11 mars 2011 n'a pas fini de générer débats et tensions quant aux solutions proposées concernant la gestion de la protection des habitants. **La situation est complexe, mêlant intérêts industriels internationaux et nationaux, nécessité de revitalisation locale et gestion sanitaire et sociale.** Les habitants sont tiraillés entre le désir d'un retour impossible, les politiques de résilience contrainte^[1] et la réinstallation difficile dans leur nouvelle commune d'accueil (Asanuma-Brice, 2014, 2015, 2016, 2017).

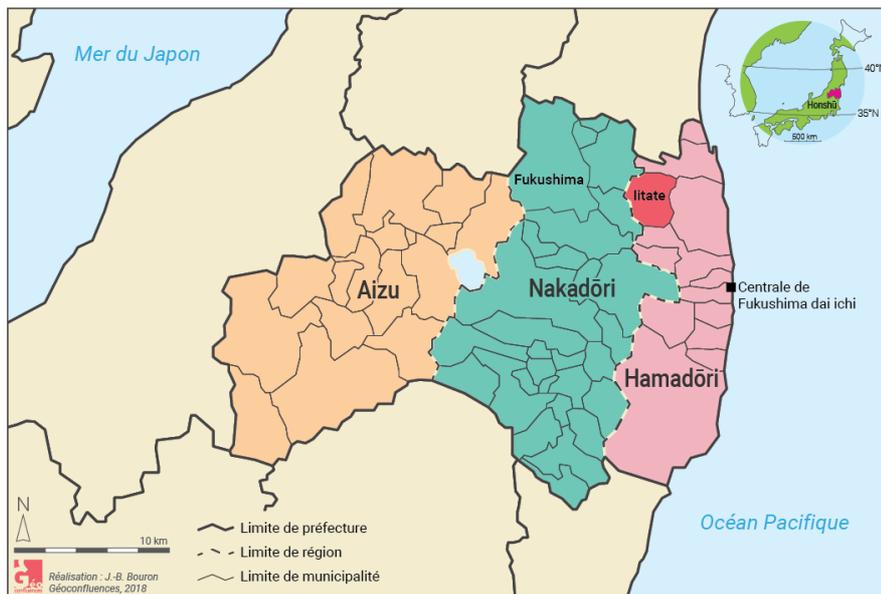
Dans cet article, nous proposons de faire un premier bilan de la situation à Iitate, ancien village évacué après la catastrophe, rouvert à l'habitat en 2017, et dont les anciens résidents ont vu suspendre les aides financières publiques au refuge en avril 2018.

1. Le village d'Iitate : entre océan et montagne

Le département de Fukushima est traversé par deux grandes chaînes montagneuses : Ôsanmiyaku, la plus longue chaîne montagneuse du Japon, qui traverse l'île principale à partir de la préfecture de Aomori au nord, pour prendre fin au sud du département de Tochigi, et Abukumakôchi (couramment appelée Abukumasanchi) qui s'étend du sud de Miy

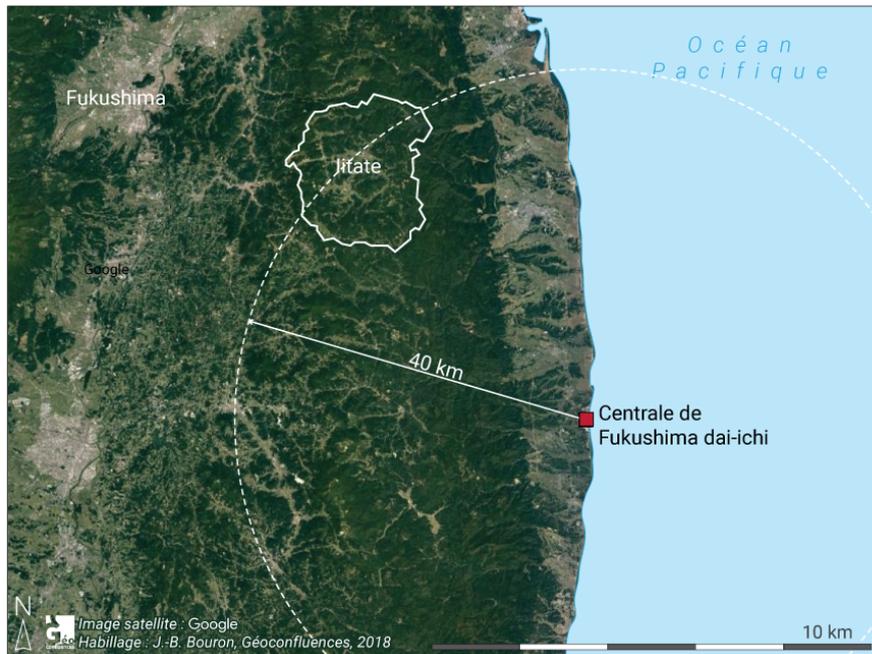
nord du département d'Ibaraki. Ces deux cordillères rocheuses ont découpé le territoire en trois zones : à l'ouest la région d'Aizu, au centre Nakadōri et à l'est, la région de Hamadōri qui longe la côte pour s'étendre jusqu'au Pacifique (figure 1).

Figure 1. Localisation d'Iitate dans la région de Hamadōri et le département de Fukushima



Iitate est localisé au nord-ouest d'Hamadōri, sur la partie émergée de la plaque du Pacifique. La zone habitée est engoncée au cœur des montagnes d'Abukumakōchi, dont le point culminant sur le périmètre de la collectivité est le mont Hanatsukaya (918,5 mètres). La population s'élevait à environ 6 000 personnes au moment de l'accident. Les **forêts qui recouvrent la quasi totalité du territoire** (figure 2) sont riches d'une variété foisonnante d'arbres : ginkgo biloba, *keyaki* (*Zelvoka serrata*), sapins, hêtres, *harigiri* (*kaopanax pictus*, un épineux), osmanthe, chênes... Outre la forêt (75 % du territoire de forêts dont environ 50 % appartiennent à l'Etat), le territoire de la commune était surtout voué à l'agriculture (8 % de prairies pour l'élevage du bœuf dit « bœuf noir », 6,2 % de rizières, 4,9 % de champs, les 7 % restant sont dispersés en activités diverses [source]).

Figure 2. Un environnement forestier à une quarantaine de kilomètres de la centrale de Fukushima dai-ichi

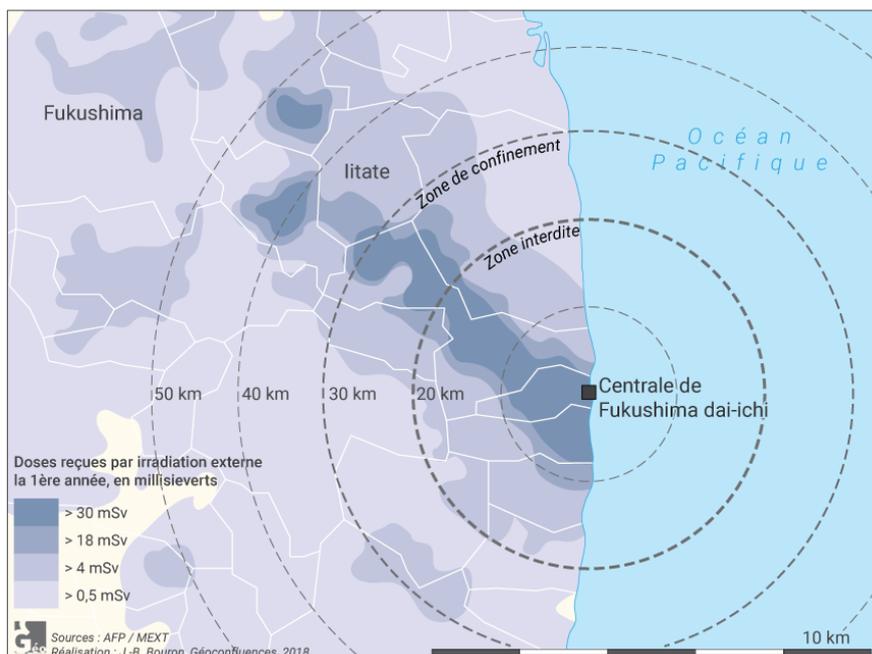


L'image satellite de la région met en évidence les paysages découpés, au sein des franges montagneuses, la présence importante des forêts, et la proximité de la centrale nucléaire de Fukushima dai ichi, à 60 km des limites communales d'Iitate.

La localisation des zones urbanisées à l'intérieur des bassins ménagés entre chaque montagne les a rendu particulièrement vulnérables aux dépôts des isotopes emportés par les vents en provenance de la centrale Fukushima dai ichi (Asanuma-Brice, *Libération*, 2018).

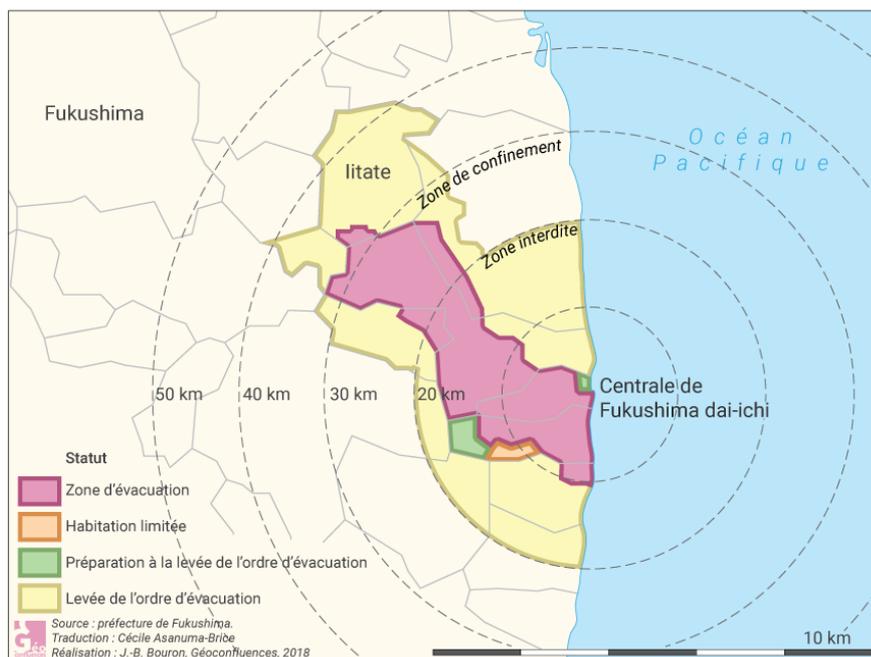
La commune se trouve ainsi à l'extrême nord-ouest du flambeau de contamination, les vents transportant le nuage chargé de matière nucléaire s'y étant engouffrés. Alors que le nuage radioactif survolait la région le 14 mars, la neige a déposé au sol la contamination, salissant pour de nombreuses années une nature luxuriante.

Figure 3. Doses de radiation et zone interdite après la catastrophe



En 2011, quelques mois après le réajustement de la zone d'évacuation d'abord délimitée en un demi-cercle de 20 km autour de la centrale (figure 3), le village d'Iitate est finalement évacué ainsi que toutes les communes sur lesquelles s'était abattu le nuage radioactif (figure 4). Si depuis 2016 la levée d'ordre d'évacuation avait pu être repoussée sous la pression des habitants, elle est effective depuis mars 2017. **En avril 2018, les aides financières au refuge attribuées aux anciens habitants du village sont abolies.** Depuis 2014 le gouvernement avait opté pour un budget de communication sur le risque afin d'influencer les réfugiés au retour. Le gouvernement et les institutions internationales maintiennent l'argumentation d'un coût trop élevé qui serait lié à une politique du refuge (Asanuma-Brice, 2014).

Figure 4. Statut des levées d'interdiction de la zone, situation en 2018



Cette décision n'est pas sans éveiller le désarroi de scientifiques spécialisés en physique du nucléaire qui estiment qu'il **est encore bien trop tôt pour prendre de telles mesures**. C'est notamment le cas du professeur Imanaka Tetsuji, professeur au centre d'expérimentation nucléaire de l'université de Kyôto, ou encore de Kôji Itonaga, professeur au département des ressources biologiques de l'université Nihondaigaku à Tôkyô. L'un et l'autre ont présenté les résultats de leur expertise au symposium Iisora, qui réunissait le 17 février 2018 à Fukushima les anciens habitants du village et des chercheurs de diverses obédiences afin de débattre de la pertinence ou non de cette décision (figure 5).

Figure 5. Symposium Iisora à Fukushima, 17 février 2018



Symposium Iisora à Fukushima, 17 février 2018 – Le professeur Imanaka (centre d'expérimentation nucléaire de l'université de Kyôto) présente ses résultats : « 20 msv est-il un taux de sécurité acceptable ? ». Cliché : Cécile Asanuma-Brice

2. La décontamination a-t-elle fonctionné ?

Dans le village d'Iitate, la situation est encore loin d'être réglée. **Les multiples campagnes de décontamination n'auront pas eu raison du taux de radioactivité toujours équivalent à 10 fois la norme d'avant l'accident** pour les mesures faites autour des habitations, et 20 fois pour les mesures réalisées en montagne. En août 2017, une campagne de mesure effectuée par l'équipe du professeur Itonaga (université du Japon/Nihondaigaku) sur 8 maisons du village a mis en évidence des taux s'échelonnant entre 0,15 et 0,4 microsievert/h pour les mesures effectuées sur le plancher, et 0,23 à 0,78 microsievert/h pour les mesures effectuées à proximité du plafond des habitations. En 2014, les taux étaient considérablement plus élevés, pouvant grimper jusqu'à 2 microsievert/heure selon les cas. On note donc une baisse, mais néanmoins jugée insuffisante par les deux professeurs pour permettre le retour à l'habitat, d'autant qu'hors des habitations, les taux enregistrés s'envolent rapidement. La moyenne mesurée au sol est de 0,65 microsievert/h, celle faite à 1 mètre du sol est de 0,59 microsievert/h. **Ces maisons entourées par la forêt subissent les effets de la végétation environnante qui ne peut être décontaminée.** Ces maisons deviennent paradoxalement victimes de leur environnement naturel, pollué pour de nombreuses années encore. Les précipitations suivant les fortes dénivellations charrient les isotopes vers les zones de vallées où se trouvent les habitations qui voient à leur tour le taux de contamination augmenté malgré les vagues répétées de décontamination.

Sur l'échantillon prélevé, le professeur Itonaga (figure 6) estime qu'il faudra **encore cinquante années avant que le taux moyen d'irradiation ambiante revienne à 1 msv/an**, taux internationalement défini comme acceptable pour la population[2]. En outre, ce taux d'acceptabilité a été augmenté à 20 msv/an, la commune faisant partie du périmètre classé en état d'urgence. La levée de l'ordre d'évacuation est donc décidée en l'état par l'administration qui, tout en reconnaissant l'instabilité de l'environnement toujours classé « zone d'urgence », contraint, en supprimant les subventions au refuge et en fermant les cités de logements provisoires, les habitants à retourner vivre dans des zones encore contaminées

Figure 6. Symposium Iisora à Fukushima, 17 février 2018



Symposium Iitate à Fukushima, 17 février 2018 – Le professeur Itonaga (département des ressources biologiques de l'université Nihondaigaku, Tôkyô) anime le débat avec les intervenants de la journée composés de scientifiques et d'anciens habitants du village d'Iitate. Cliché : Cécile Asanuma-Brice

En 2017, les autorités ont déclaré vouloir recycler la totalité des déchets en deçà de 8 000 Bq/kg, bien que la norme avant l'accident était de 100 Bq/kg, dans les travaux des ponts et chaussées. Néanmoins, les niveaux de radioactivité mesurés dans la région d'Iitate sont plus de deux fois supérieurs à ce seuil, avec des pics allant jusqu'à 40 000 Bq/kg pour la mesure des seuls césium 134 et 137, dans les montagnes environnantes. En juin 2017, des mesures effectuées sur la sève d'arbres des montagnes adjacentes aux habitations ont permis de mettre en évidence des taux de 143 298 Bq/kg (par association de la mesure des 2 césium 134 et 137) pour un chêne et 39 185 Bq/kg pour la sève d'un cerisier (voir encadré 1).

Bien que la contamination soit disparate et mobile en fonction des précipitations, et que la décontamination soit momentanément efficace sur un lot de terre pour lequel on aurait gratté 15 cm de terre de surface remplacée par du terreau sain, **la demi-vie du césium 137 étant de trente années, il paraît difficile d'envisager une baisse du taux d'irradiation environnant général avant la fin de cette période.**

Encadré 1. Radioactivité, becquerels, césium, de quoi parle-t-on ?

Le becquerel par gramme (ou par kilogramme) caractérise la teneur globale en éléments radioactifs. Les césium 134 et 137 sont les deux principaux nucléides dispersés dans l'environnement après l'explosion de la centrale de Fukushima. On en retrouve en grande quantité et potentiellement loin de la centrale. D'autres nucléides tel que le plutonium, le strontium, le tritium, sont également présents, mais en moindre quantité et principalement dans un rayon d'une centaine de kilomètres autour de la centrale car ces particules sont plus lourdes. La demi-vie du césium est de 30 ans en moyenne. Or, « le césium est un métal alcalin. Pour l'organisme humain, il ressemble fortement au potassium. Or le corps contient d'importantes quantités de potassium, c'est essentiel aux humains

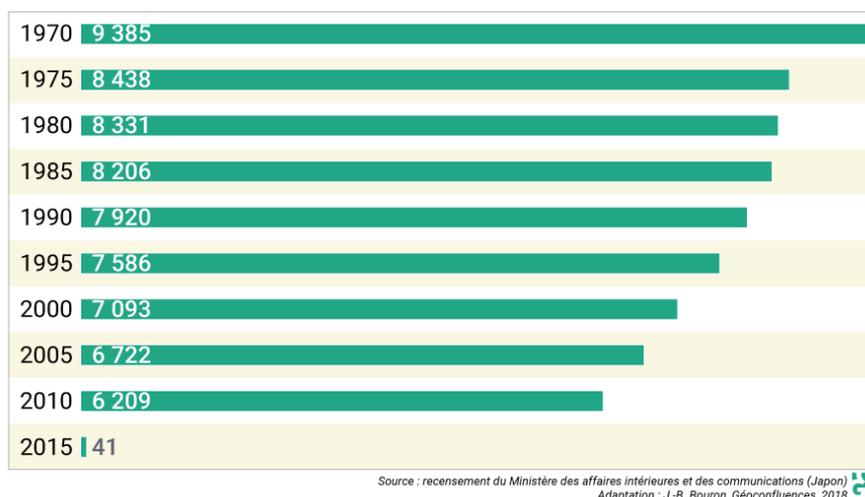
[...]. Et pour cette raison, quand le césium est relâché dans l'environnement, le corps le considère comme il le fait avec le métal alcalin potassium, c'est-à-dire qu'il l'intègre et l'accumule dans notre organisme. »*

*Hirano, Kasai, 2016, extrait traduit du japonais par Robert Stolz et de l'anglais par Géoconfluences

3. Le village d'Iitate, un retour impossible ?

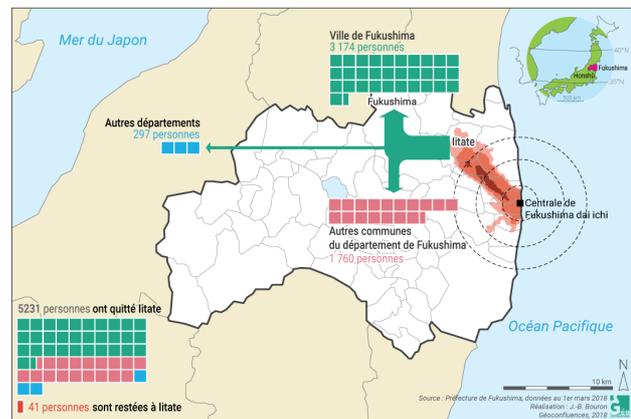
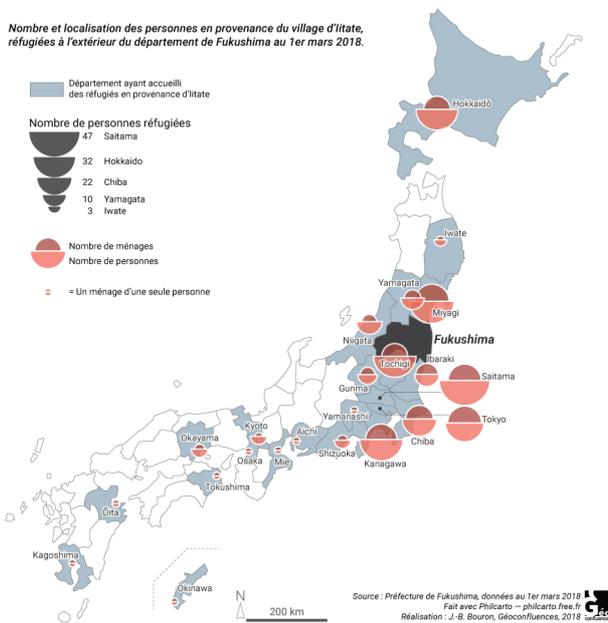
Le village d'Iitate qui s'étend sur 230 km² avait déjà entamé son déclin démographique avant l'évacuation, passant de 9 385 habitants en 1970 à 6 209 en 2010 (figure 7). Il n'est plus composé que de 41 personnes selon les autorités en 2015. En 2018, une partie de la population est retournée vivre dans ces territoires, ne pouvant assumer un loyer ailleurs sans subsides de l'État, et ce sont aujourd'hui environ 700 personnes qui sont retournées vivre dans le village.

Figure 7. Population communale du village d'Iitate 1970-2015



Parmi la population initiale d'avant la catastrophe, 4 934 personnes[3] réparties en 2 032 ménages se sont réfugiées à l'intérieur du département de Fukushima, dont une très grande majorité dans la ville même de Fukushima (3 174 personnes) (figure 9). Seules 297 personnes, réparties en 156 ménages, ont migré à l'extérieur du département, principalement dans la région de Tôkyô (départements de Saitama, Chiba, Kanagawa et Tôkyô, voir figure 8). **Au total 90 % de la population a donc déménagé en sept ans** alors que 546 personnes réparties en 288 ménages prévoient de rentrer au village. Pour ces dernières, la répartition par ménage nous permet de constater qu'il s'agit quasi exclusivement de couples sans enfant, la taille de ces ménages étant de 1,9 personne. Ils s'apprêtent à rentrer dans un écosystème majoritairement composé de forêts, autrefois anthropisées, mais laissées à l'abandon depuis 7 années. Ainsi, **les rizières jadis en activité demanderaient un travail colossal pour être remises en état**. Les forêts elles-mêmes ne sont plus entretenues et la nature a repris ses droits dans la grande majorité du territoire.

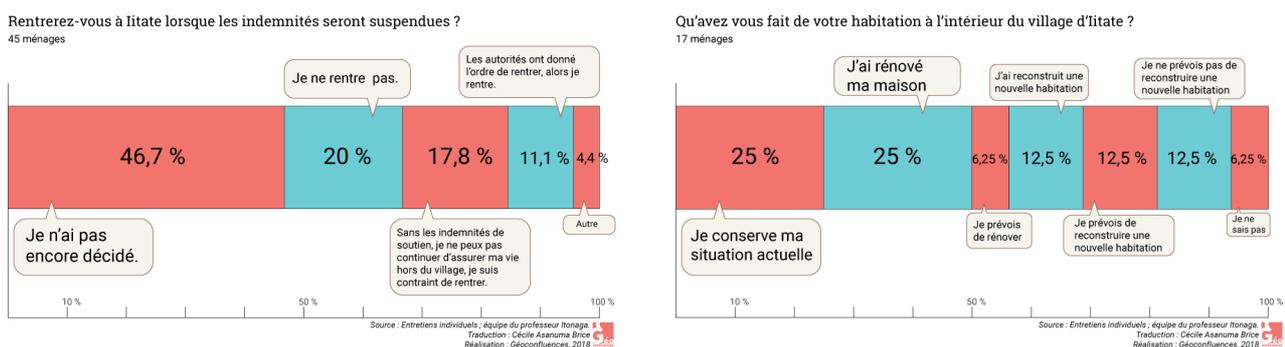
Figures 8 et 9. Destination des personnes réfugiées en provenance du village d'Iitate



La levée des indemnités en avril 2018 entraîne, pour la plupart des personnes âgées sans ressources, un retour contraint dans une région désertée. Parmi les 4 934 personnes qui ont trouvé refuge à l'intérieur du département, 384 d'entre elles, réparties en 233 ménages, étaient accueillies dans sept sites de logements provisoires en cours de fermeture. 363 personnes (174 ménages) ont été relogées dans des logements publics, soit 8 % du total, 1 053 (550 ménages) sont relogées dans des logements du secteur privé dont le loyer était assumé par les services publics, et la quasi majorité, soit 49 %, composée de 3 119 personnes réparties en 1 060 ménages est accueillie par des parents. 15 personnes seules sont en maison de retraite.

En décembre 2017, une enquête menée par le laboratoire du professeur Itonaga auprès de 52 ménages totalisant 195 personnes a permis de dégager les principales tendances concernant les intentions des habitants face à la politique du retour (figure 10).

Figure 10. Décisions des habitants au sujet de leur retour et de leur maison à Iitate.



Ces statistiques permettent de montrer que sur les 28,9 % de ménages qui ont décidé de rentrer, 11,1 % des ménages le font pour se conformer à l'ordre des autorités administratives, mais 17,8 % parce qu'ils ne peuvent assumer leur quotidien ailleurs sans l'aide des indemnités. 20 % de ces ménages, malgré l'état financier dans lequel ils se trouvent, ne rentreront pas, et 46,7 % n'ont pas encore décidé en décembre 2017.

Les résultats du questionnaire à choix multiples concernant les modes d'habitation à l'intérieur du village d'Iitate pour les habitants qui sont retournés vivre dans le village montrent que si 25 % de ces dix-sept ménages ont pu rénover leur ancienne habitation, 25 % la préserveront dans son état actuel, et 12,5 % ne prévoient pas de la reconstruire, par manque de moyens physiques et/ou financiers. Or, la plupart des constructions ont été réalisées

des matériaux naturels et par conséquent périssables (structure de bois, tatamis, etc.). Le Japon est sous l'influence d'un climat subcontinental humide en été, ce qui se traduit par l'enregistrement simultané de chaleurs élevées avec un niveau d'humidité très important. Une saison de mousson (mai-juin) précède deux saisons de typhons qui balayent l'archipel, en juin et en septembre, produisant des précipitations très élevées, et générant des inondations régulières. Autant de motifs qui rendent nécessaire la rénovation fréquente des bâtiments. **Ces bâtisses restées vacantes durant sept années sont pour la plupart dans un état de délabrement avancé.** En outre, les animaux ont reconquis ces espaces longtemps inhabités. Les maisons ravagées par les sangliers ou les bovins, venus découvrir les lieux, ne sont pas rares. On peut donc présumer du fait que dans les 37,5 % des ménages qui préserveront leur habitat en l'état actuel, une bonne partie vivra dans des conditions précaires et instables.

La raison principale (68,9 %) pour laquelle les habitants ne souhaitent pas rentrer dans leur village est le fait de devoir vivre sans la proximité de leurs enfants et petits enfants qui, quant à eux, ne rentreront pas.

Une part non négligeable des anciens habitants justifie leur décision de non retour par le refus de vivre dans **un territoire où montagnes et forêts sont encore contaminées** (64,4 %). Les forêts recouvrant plus de 70 % de la commune, ce point est d'importance et ne pourra pas être résolu aisément. Un même pourcentage de personnes (environ 65 %) rechigne à rentrer en raison du regain de la nature sur le village. Entre autres, on note la surabondance d'animaux sauvages qui ont repris leurs droits sur ces territoires^[4].

Pour 62,2 % d'entre eux, l'absence des commerces, hôpitaux et autres services du quotidien sont à l'origine de leur décision de non retour.

53,3 % estiment que le taux de radioactivité ambiant est encore trop important pour pouvoir envisager de retourner vivre dans leur village. 51,1 % évoquent l'impossibilité d'avoir une activité agricole, 51,1 % sont inquiets pour les effets sanitaires futurs. Un nombre également important d'habitants, soit 46,7 % ne rentrera pas en raison de la présence des sacs de terre contaminée parsemés sur le territoire de la commune. Les raisons secondaires (en deçà de 40 %) sont relatives à l'impossibilité de consommer des champignons et autres végétaux des montagnes, à l'absence de voisins et au délitement des liens communautaires. Pour certains habitants d'Iitate, c'est tout simplement « inhumain de faire rentrer les gens pour retrouver ça » (McNeill & Matsumoto, 2017).

4. Quelles sont les revendications des habitants ?

La question de la prise en charge de la responsabilité de l'accident par le gouvernement ou par Tepco a amené les habitants à se regrouper en associations afin de défendre leurs droits devant les tribunaux. Néanmoins, ces démarches sont parallèles et ne répondent pas aux situations de réinstallations contraintes par les autorités. Nous listons ci-dessous **quelques points régulièrement évoqués par les habitants lors de nos enquêtes de terrain** :

1. il serait souhaitable que les autorités reconnaissent la difficulté de maintenir le droit de résidence dans les communes où le taux de contamination reste élevé pour cause de « pollution industrielle de longue durée ». Ainsi, pour les habitants qui souhaitent rentrer, des indemnités devraient être mises en place afin de permettre la rénovation de leur habitat, ainsi que les travaux de décontamination qui s'imposent à rythme régulier.
2. un suivi sanitaire constant et gratuit des populations rentrantes
3. des mesures de radioactivité fréquentes, non seulement atmosphériques, mais également des végétaux et autres produits de consommation courante.
4. pour ceux qui décident de rester vivre à l'extérieur de la commune : des aides et soutiens devraient être établis afin de leur assurer, si ce n'est la possession, en tous les cas la location d'une propriété sûre à l'endroit de migration, ainsi qu'un soutien à la rec

d'emploi dans le cas des personnes en âge d'être actives. Pour les personnes qui ne sont plus en mesure de travailler, une subvention devra leur être attribuée afin de leur permettre de pouvoir subvenir à leur quotidien.

5. les problèmes relatifs à l'appartenance simultanée à deux communes distinctes en raison du dédoublement du lieu d'habitat restent également à régler. Cela génère des questions relatives au paiement des impôts locaux, au droit de vote ainsi qu'aux documents divers du quotidien (permis de conduire, point de rattachement administratif pour toute démarche d'emploi, etc.)
6. un problème récurrent est la présence des déchets radioactifs sur le territoire qui participe à maintenir un taux de radioactivité ambiant élevé. La nécessité de créer des règles législatives adaptées reconnaissant les dommages entraînés par l'obligation de vivre dans un territoire touché par une catastrophe industrielle et permettant d'obtenir les compensations appropriées.

Conclusion

La levée de l'ordre d'évacuation dans les zones contaminées de la préfecture de Fukushima plonge la population dans le désarroi le plus profond. Les choix impossibles auxquels sont confrontés les habitants depuis maintenant sept années les conduisent de trop nombreuses fois à se tourner vers l'ultime sortie : le suicide.

Le 3 mars 2018, le journal local, *Fukushima Minpô* titre : « Au cœur du refuge, plus de 2 211 personnes sont mortes de raisons directement imputables au stress du refuge ». Les communes les plus touchées sont celles de Minamisôma (507 personnes), Namie (414) Tomioka (410 personnes), Futaba (147 personnes) autrement dit, les communes dont la population a été évacuée sans soutien pour une réinsertion possible dans leur lieu d'accueil. Le nombre de morts dont il est question ici excède ceux imputables à la catastrophe naturelle, (tsunami ou au tremblement de terre). Sur un total de 4 040 habitants du département de Fukushima ayant perdu la vie pour des raisons relevant directement de la catastrophe, 1 605 (39,7%) personnes sont mortes des suites du désastre naturel, et 2 211 (54,7%) en raison de la mauvaise gestion du refuge.

Le suicide de ces personnes est imputable au stress des politiques de retour contraint, de prolongation de l'hébergement durant sept années en logements provisoires (alors que cette durée est limitée à quatre années dans la loi), du maintien dans l'espoir d'un retour possible de personnes, souvent âgées, qui sont confrontées à une réalité déplorable de l'environnement dans lequel ils retournent néanmoins, faute de pouvoir assumer leur vie ailleurs.

Le 21 février 2018 les journaux nationaux et locaux consacrent leur une au suicide d'un homme de 102 ans en provenance du village d'Iitate. « Oh ! J'ai vécu trop longtemps » furent les dernières paroles de monsieur Okubo, un fermier d'Iitate comme tant d'autres.

Pour compléter

- JAEGLER Hugo, POINTURIER Fabien, ONDA Yuichi, HUBERT Amélie, LACEBYAD Patrick J., CIRELLAB Maëva, EVRARD Olivier (2018), "[Plutonium isotopic signatures in soils and their variation \(2011-2014\) in sediment transiting a coastal river in the Fukushima Prefecture, Japan](#)", *Environmental Pollution*, Volume 240, Sept. 2018, Elsevier, pages 167-176.

- HIRANO Katsuya and KASAI Hirotaka (2016) : [“The Fukushima Nuclear Disaster is a Serious Crime”: Interview with Koide Hiroaki](#)”, *The Asia-Pacific Journal*, Japan Focus, volume 14, issue 6, Number 2.
- IMANAKA Tetsuji, ENDO Satoru, SUGAI Masuro, OZAWA Shoji, SHIZUMA Kiyoshi and YAMAMOTO Masayoshi (2012) : [“Early radiation survey of Iitate village, which was heavily contaminated by the Fukushima Daiichi accident, conducted on 28 and 29 March 2011”](#), in *Health Physics Society*, pp. 680-686.
- IMANAKA Tetsuji, ENDO Satoru, SHIZUMA Kiyoshi, SUGAI Masuro, OZAWA Shoji (2011), [Interim Report on Radiation Survey in Iitate Village area conducted on March 28th and 29th](#), 11 p. [pdf]
- MCNEILL David, MATSUMOTO Chie (2017) : “In Fukushima, a land where few return : The evacuation orders for most of the village of Iitate have been lifted. But where are the people?”, *Japan Times*, 2017 May 13.
- MIZOGUCHI Masaru (2013) : “Remediation of Paddy Soil Contaminated by Radiocesium in Iitate Village in Fukushima Prefecture”, in T.M. Nakanishi and K. Tanoi (eds.), *Agricultural Implications of the Fukushima Nuclear Accident*, pp. 131 – 142.
- SATO Akihiko, (2017) : *Challenges of just rebuilding, case studies of Iitate Village and Tomioka Town, Fukushima Prefecture*, in *Rebuilding Fukushima*, Mitsuo Yamakawa, Daisaku Yamamoto, pp. 39-47.
- TSUJIIUCHI Takuya, (2015) : *Mental Health Impact of the Fukushima Nuclear Disaster: Post-Traumatic Stress and Psycho-Socio-Economic Factors*, Fukushima Global Communication Programme Working Paper Series Number 8, United Nations University.
- [“The struggle to repopulate Fukushima, Six years after the nuclear disaster, Japan is pushing villagers back to the homes they left”](#), *The Economist*, May 2017.

De la même auteure :

- Cécile Asanuma-Brice : (2018) « L'être en son milieu, du rapport humain-objet-milieu au Japon comme ailleurs sur la planète », *Libération*, 11 juin 2018,
- Cécile Asanuma-Brice (2017) “Atomic Fission and Japan’s Nuclear Meltdown: When politics prevails over scientific proof”, in Christophe Thouny and Mitsuhiro Yoshimoto (eds.), *Planetary Atmospheres and Urban Society After Fukushima*, Palgrave MacMillan.
- Cécile Asanuma-Brice, « [Les migrants du nucléaire](#) », *Géoconfluences*, octobre 2017.
- Cécile Asanuma-Brice (2016). *La mémoire de l'oubli, une forme de résistance à la résilience*, publication des actes du colloque « Après le désastre, réponses commémoratives et culturelles », Éditions de l'Université de Tôkyô (en français).
- Cécile Asanuma-Brice (2016) *Franckushima*, rédaction de la Préface et chapitres, Direction Géraud Bournet, L'utopiquant.
- Cécile Asanuma-Brice (2015) « [De la vulnérabilité à la résilience, réflexions sur la protection en cas de désastre extrême : Le cas de la gestion des conséquences de l'explosion d'une centrale nucléaire à Fukushima](#) », *Revue Raison Publique*, no. « Au-delà du risque Care, capacités et résistance en situation de désastre », Sandra Laugier, Solange Chavel, Marie Gaille (dir.)
- Cécile Asanuma-Brice (2015) « [À Fukushima, la population est dans une situation inextricable](#) », *CNRS Le Journal*, mars 2015.
- Cécile Asanuma-Brice (2014) « [La légende Fukushima](#) », *Libération*, septembre 2014.
- Cécile Asanuma-Brice (2013) « [Fukushima, une démocratie en souffrance](#) », *Revue Outre terre*, mars 2013.
- Cécile Asanuma-Brice (2012) « Les politiques publiques du logement face à la catastrophe du 11 mars », in C. Lévy, T. Ribault, numéro spécial de la revue *EBISU* de la Maison franco-japonaise n° 47, juin 2012.

Autres articles de l'auteure à consulter ici :

<https://cnrs.academia.edu/C%C3%A9cileAsanumaBrice>

[1] On entend par là qu'on ne propose pas aux habitants de solution viable leur permettant notamment de pouvoir stabiliser leur situation dans le lieu de refuge, on les contraint à être résilients sur leur lieu d'habitat au moment des faits. Voir à ce sujet : Cécile Asanuma-Brice dans *Raison Publique*, 2015.

[2] Itonaga, Symposium Iitora à Fukushima, 17 février 2018

[3] Données au 1er mars 2018, fournies par la préfecture de Fukushima

[4] Le symbole du village d'Iitate est le loup blanc, un des dieux descendu des montagnes. Ashitaka, le héros du dessin animé *La princesse Momonoke*, réalisé par les studios Ghibli (Hayao Miyazaki), a été imaginé comme provenant de cette région. Cela nous donne des indications quant à la force sauvage de la nature en présence. Une attention particulière, mêlée de peur et de respect, est accordée à cet environnement à la fois vital et rude.

Cécile ASANUMA-BRICE

*Chercheuse en sociologie urbaine, Maison franco-japonaise Tokyo UMIFRE 19-CNRS /
Laboratoire CLERSE, Université Lille 1*

Mise en web : Jean-Benoît Bouron

Pour citer cet article :

Cécile Asanuma-Brice, « **Fukushima, l'impossible retour dans les villages de l'ancienne zone d'évacuation : l'exemple d'Iitate** », *Géoconfluences*, octobre 2018.

URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/fukushuma-iitate-impossible-retour>

Retour en haut